

LOT N°00 CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

(C.C.T.P.)*MARCHE DE TRAVAUX***Objet du marché :**

Création de conteneurs enterrés et condamnation des vide-ordures
Allée des Érables / Allée des Sorbiers
33500 LIBOURNE

1 - MAÎTRISE D'OUVRAGE – MAÎTRISE D'ŒUVRE – BUREAU CONTRÔLE - SPS**Maîtrise d'ouvrage**

MESOLIA Habitat
16-20 rue Henri Expert
33082 BORDEAUX Cedex
Responsable : Julie LAPELLETERIE
tél: 05 56 11 50 50 e-mail: jlapelleterie@mesolia.fr

Maîtrise d'œuvre

VBArchitecte – BROSSARD Valérie
38 Boulevard Saint Martin
33600 PESSAC
tél: 06 64 93 48 09
e mail: brossard.architecte@gmail.com

Bureau Contrôle

--
--
--

SPS

--
--
--

2 - DÉCOMPOSITION DES TRAVAUX PAR LOTS

Seuls les lots suivants ont été missionnés à la maîtrise d'œuvre par les clients :
Décomposition par lots :

Lot	n° 00:	CCAP
		Clauses communes à tous les lots

3 - DÉFINITION DE L'OPÉRATION

Objet du Marché

Le marché, décrit dans le présent C.C.T.P, consiste en la réalisation des travaux nécessaires à :

CRÉATION DE CONTENEURS ENTERRES ET SUPPRESSION DES VIDE-ORDURES

Situation de l'opération

Ce projet se situe comme suit :

RÉSIDENCE VERCORS
Allée des Érables / Allée des Sorbiers 33500 LIBOURNE

Présentation de l'opération

Ce projet se compose de deux zones de conteneurs enterrés, de bacs et il concerne la condamnation des vide-ordures pour une résidence VERCORS sur la commune de Libourne.

Engagement de l'entrepreneur

Les entreprises sont réputées s'être assurées qu'il n'y a ni manque, ni double emploi dans les prestations fournies au titre de chaque chapitre du lot dont elles sont responsables afin d'assurer un achèvement complet des travaux dans les règles de l'art et pour la bonne construction.

Il est rappelé que l'entrepreneur du présent lot n'est pas un simple fournisseur mais un spécialiste avisé et expérimenté, d'une pratique éprouvée, et ses connaissances lui font un devoir de signaler le cas échéant en temps utile à la maîtrise d'œuvre, les manques de compatibilités, insuffisances ou omissions qui pourraient apparaître dans les systèmes prescrits.

Pour ce faire, chaque entrepreneur sera tenu de prendre connaissance des prestations de tous les corps d'état pour assurer que les prestations de son lot sont complètes et compatibles.

Les entrepreneurs seront tenus de prévoir dans leurs dépenses tout ce qui doit normalement entrer dans le prix d'une construction à forfait pour les travaux de leur lot.

Objet du présent CCTP

Le présent CCTP a pour objet de définir les spécifications techniques générales, de définir la description des travaux et les spécifications techniques particulières.

L'entrepreneur soumissionnaire au titre de chaque lot est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des documents, pièces générales et descriptifs des autres corps d'état.

En cas d'erreur ou omission, il devra référer à la maîtrise d'œuvre qui est le seul habilité pour décider des solutions à apporter.

L'entrepreneur devra, s'il estime nécessaire, présenter des observations sur les procédés préconisés dans son offre. Dans le cas contraire, il aura accepté, de ce fait, la responsabilité des solutions techniques pour les différents travaux à sa charge.

Consistance des lots

Tous les travaux et fournitures nécessaires au parfait et complet achèvement des ouvrages faisant l'objet d'un même lot, même les travaux non spécialement décrits, doivent être prévus par l'entrepreneur, exécutés conformément aux règles de l'art et chiffrés dans la proposition forfaitaire.

Ils seront implicitement compris dans les prix unitaires demandés pour respecter le caractère forfaitaire de la proposition.

Sont compris également tous les ouvrages devant concourir à la réalisation des installations, de même que toutes démarches à effectuer auprès des administrations ou collectivités pour les raccordements, réception par les pouvoirs publics, autorisations de mise en exploitation, contrôle de conformité.

Le fait de soumissionner constitue un engagement de l'entrepreneur à respecter le dit dossier. Il lui appartient d'établir son étude pour que les prix soient calculés en tenant compte des dispositions et caractéristiques du matériel, des difficultés de mise en place et des impératifs techniques des bâtiments concernés par l'implantation.

Vérifications des documents

L'entrepreneur doit se rendre compte de l'importance et de la nature des travaux et fournitures à réaliser et suppléer, le cas échéant par ses connaissances ou son expérience, des détails du projet qu'il jugerait insuffisants, inexacts, omis ou mal indiqué, ou contraires aux règles administratives à respecter. Il devra faire, dès son offre, toutes les rectifications éventuellement nécessaires et en inclure les incidences financières dans son prix forfaitaire.

Avant toute exécution, l'entrepreneur devra vérifier et comparer les plans de l'existant et du projet, la désignation des locaux dans lesquels il doit intervenir, ainsi que tous les documents graphiques qui lui sont remis.

Faute de se conformer à ces prescriptions, il deviendra responsable de toutes les erreurs relevées au départ ou en cours d'exécution, ainsi que des conséquences qui en résulteraient.

Le présent CCTP ne pouvant prétendre à la description détaillée de toutes les opérations, l'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, arguer d'une différence d'interprétation et se prévaloir d'omission ou de manque de renseignements pour refuser l'exécution des travaux jugés utiles à la parfaite et complète exécution des ouvrages selon les règles de l'art.

Lorsque les quantités sont définies sur les plans annexés au dossier, celles-ci ne sont indiquées qu'à titre approximatif. L'entrepreneur, en aucun cas, ne pourra s'en prévaloir pour présenter une quelconque réclamation.

En revanche, les quantités portées sur les plans sont les quantités minimums à mettre en œuvre.

4 - CARACTÉRISTIQUES DU SITE

La réalisation se fait dans un site occupé, espace extérieur résidents, visiteurs et stationnement de proximité appartenant à la commune de Libourne.

Accès chantier et organisation du site

Se fera en fonction du site avec plan accès.

Documents graphiques

Les plans suivants sont joints au dossier de consultation:

- Dossier Plans coupes et Façades

État actuel du terrain

La parcelle est actuellement bâtie avec une résidence en limite domaine privé appartenant à Mésolia et en domaine public de la commune de Libourne. Les parkings sont en limitrophes de l'ensemble des logements collectifs soit 6 blocs distincts.

État du terrain lors de la mise à disposition des entreprises

Le terrain sera mis à disposition des entreprises dans son état actuel comme défini au paragraphe ci-avant.

5 - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de la présente opération est constitué de plusieurs documents, à savoir :

- les clauses communes à tous les lots : présent document;
- les cahiers des clauses techniques particulières : un document par lot.

L'ensemble de ces documents même matériellement dissociés, constitue un ensemble et forme le CCTP contractuel.

Ce CCTP a pour objet de faire connaître le programme général de l'opération et de définir les travaux des différents corps d'état et leur mode d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif.

En conséquence, il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté sur la soumission ou sur l'acte d'engagement ou servant de base au marché, chaque entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires, au complet et parfait achèvement des ouvrages de son lot, en conformité avec les plans, la réglementation, et les normes contractuellement réputées connues.

Chacun des entrepreneurs participant à l'opération est contractuellement réputé avoir parfaite connaissance de l'ensemble des documents constituant le CCTP contractuel tels qu'ils sont énumérés ci-avant, et notamment les CCTP de tous les lots.

À ce sujet, il est formellement stipulé qu'en aucun cas un entrepreneur ne pourra opposer entre eux les différents documents constituant le CCTP contractuel.

En tout état de cause, il est précisé que dans le cas éventuel de divergences implicites ou explicites entre ces documents, la décision sera du ressort de la maîtrise d'œuvre.

6 – DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE CONTRACTUELS

Obligations contractuelles

Seront considérés comme Règles de l'Art et de ce fait applicables contractuellement au Marché d'entreprise, les Documents Techniques Unifiés, Cahiers des Charges et Règles de Calcul D.T.U., les Normes Françaises, les exemples de solutions pour satisfaire au Règlement de Construction, figurant dans le R.E.E.F., et les prescriptions techniques générales, publiés par le C.S.T.B. ainsi que les règles professionnelles éditées par la Fédération Nationale du bâtiment, parus à la date de signature des marchés.

En tout état de cause, les matériaux ou techniques non normalisés mis en œuvre, devront faire l'objet d'un avis technique ou d'une enquête spécialisée et bénéficier d'un classement en risque normal de l'AFAC.

Dans la mesure où il n'y est pas dérogé explicitement dans le présent devis descriptif, l'exécution des travaux sera soumise, outre prescriptions techniques particulières du présent document, aux règles, normes D.T.U. et prescriptions en vigueur à la date de la remise des offres.

Les impératifs visent non seulement les matériaux utilisés, mais tous accessoires nécessaires à la mise en œuvre.

Indépendamment des documents définis ci-dessus, l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires et tous textes nationaux ou locaux publiés cinq jours avant la remise des offres sont également applicables aux ouvrages de la présente opération.

En cas d'inobservation, l'entrepreneur ne saurait se prévaloir d'indications ou références au présent document et il serait tenu d'assurer toute la mise en conformité sans prétendre à aucune indemnité complémentaire.

L'entrepreneur respectera notamment les réglementations relatives aux Établissements recevant du public, notamment concernant la sécurité incendie et l'accessibilité aux Personnes à mobilités réduites.

Connaissance des documents contractuels

L'entrepreneur soumissionnaire au titre de son lot est réputé avoir prix connaissance de l'ensemble des documents, pièces générales et des descriptifs des autres corps d'états.

Chaque entrepreneur est contractuellement réputé être en possession et connaître parfaitement tous les documents contractuels visés ci-dessus, applicables aux travaux de son marché.

Les entrepreneurs devront, dans l'exécution des prestations de leur marché, se conformer strictement aux clauses, conditions et prescriptions de ces documents. Par documents de référence contractuels applicables aux présents marchés, il faut entendre tous les fascicules, additifs, mémentos modificatifs, errata, etc., connus à la date précisée au CCAP ou à défaut celle découlant des clauses du CCAG.

7 - RAPPEL DE LA RÉGLEMENTATION

Réglementations concernant les matériaux et produits:

Généralités

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre, seront toujours neufs et de 1re qualité en l'espèce indiquée.

Les matériaux quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions du CCTP, la maîtrise d'œuvre aura toujours la possibilité de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à l'avis technique, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et produits fabriqués titulaires d'un avis technique.

Pour les produits ayant fait l'objet d'une certification par un organisme certificateur, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des produits titulaires d'un certificat de qualification.

Normes et réglementations

En ce qui concerne la qualité des matériaux ou fournitures, leurs caractéristiques étant normalisées ou non, ainsi que de leur mise en œuvre et de la disposition de chacun des éléments du projet, tous les travaux devront répondre, outre aux spécifications des pièces du marché, en tous points aux spécifications des Textes Législatifs, Règles, Normes et documents d'ordre général ou particulier applicables au début des travaux, DTU, ainsi qu'aux spécifications de stockage et mise en œuvre des fournisseurs.

Les termes de lots, entrepreneurs ou entreprises, sont employés par commodité dans les documents qui suivent, et sont considérés comme synonymes.

Sauf indications contraires, l'expression "ENTREPRENEUR" s'applique à l'entreprise du lot concerné dans la partie du descriptif dont il s'agit.

Lorsqu'il est fait mention d'un autre entrepreneur, celui-ci est désigné par la nature du lot dont il est titulaire.

Il reste entendu que le spécialiste de chaque corps d'état doit avoir pris connaissance du devis descriptif général et, avant signature du marché, apprécié, très exactement, les prestations comprises dans le prix, compte tenu des prestations des autres corps d'état, ou des prescriptions des Ingénieurs Conseils

spécialistes, ceci afin d'être en mesure de livrer les ouvrages avec la finition exigée par le descriptif et conformes aux règles de l'art.

Toute entreprise intervenant est tenue d'examiner attentivement la totalité des documents contractuels constituant le dossier de consultation des entreprises. En effet, les impératifs exposés dans ces documents sont susceptibles de modifier l'approche de son étude.

Les pièces écrites sont un complément aux pièces graphiques établies par le Maître d'œuvre et font partie intégrante du marché.

En cas d'indication contradictoire, ce sera l'interprétation des clauses particulières ou des pièces graphiques à plus grande échelle, qui sera à prendre en considération du marché. Il en sera de même lorsqu'une prescription n'aura pas été reportée dans les clauses générales, la prestation indiquée aux clauses particulières est due.

Avis techniques

Pour tous les matériaux et produits qui relèvent de la procédure de l'Avis Technique, il ne pourra être mise en œuvre que des matériaux et produits ayant fait l'objet d'un Avis Technique du C.S.T.B.

L'entrepreneur devra toujours fournir l'Avis Technique en cours de validité pour les matériaux et produits concernés.

Marquage «NF»

Pour tous les matériaux et produits ayant fait l'objet d'une certification à la marque «NF», il ne pourra être mis en œuvre que des matériaux et produits admis à cette marque «NF».

Tous les matériaux et produits concernés devront comporter un marquage normalisé avec les indications exigées.

Réglementation technique européenne

- Directive concernant les « produits de construction »
- directive 89 / 106 / CEE - produits de constructions, transposée en France par le décret du n° 92-467 du 8 juillet 1992.

Pour le moment il n'existe pas d'obligation d'employer des produits de construction titulaires de la marque de conformité CE.

- DTU avec statut de norme

Dans un but d'harmonisation européenne, et afin de pouvoir être reconnus par les autres États de la communauté européenne, les documents techniques unifiés (DTU) prennent progressivement le statut officiel de normes.

Ces DTU à statut de normes sont précisés dans les CCTP des différents lots ci-après.

Pour certains lots, des normes EN sont visées dans les CCTP.

Ordre de préséance

Dans le cas éventuel de divergence ou de discordance implicite ou explicite entre les spécifications du CCTP et les clauses et prescriptions des DTU et des normes, il est précisé ce qui suit.

En ce qui concerne les DTU ou normes:

- pour toutes les prescriptions ayant trait aux matériaux, aux techniques de construction, aux règles de mise en œuvre, à la coordination des travaux, aux règles de sécurité, etc., ce sont les prescriptions des DTU et des normes qui prévaudront;
- pour toutes les clauses à caractère administratif et financier et autres dispositions qui pourraient avoir une influence sur le caractère forfaitaire du marché, ce sont les clauses du CCTP qui prévaudront.

Pour ce qui est des textes « Consistance des travaux » ou autres textes ayant le même objet, figurant dans les DTU, ce sont toujours les spécifications du CCTP qui prévaudront.

Matériaux et produits hors domaine d'application des DTU/CCTG

Pour les matériaux ou procédés non traditionnels ou innovants qui n'entrent pas dans le cadre des documents contractuels visés ci-dessus, les entrepreneurs devront se conformer strictement aux prescriptions et conditions des documents suivants :

- avis technique;
- agréments européens;
- ou, à défaut, aux règles et prescriptions de mise en œuvre du fabricant.

Pour les matériaux et procédés n'entrant dans aucun des cas énumérés ci-dessus, la procédure d'appréciation technique d'expérimentation dite procédure ATEX pourra être imposée par le maître d'ouvrage.

Les frais de cette procédure seront à la charge:

- de l'entrepreneur.

Marques et cahiers des charges des fabricants

Pour certains matériels et produits, le choix du concepteur ne peut être défini d'une manière précise sans faire référence à un matériel ou produit d'un modèle d'une marque. Les marques et modèles indiqués ci-après dans le CCTP avec la mention « ou équivalent », ne sont donc donnés qu'à titre de référence et strictement indicatif destinés à faire comprendre à l'entrepreneur l'objectif de produit (qualité, aspect, performance...) recherché..

Les entrepreneurs auront toujours toute latitude pour proposer des matériels et produits d'autres marques et modèles, sous réserve qu'ils soient au moins équivalents en qualité, dimensions, formes, aspects, etc.

En tout cas, le choix prescrit dans le CCTP sera mis en œuvre par l'entreprise si l'agrément de l'architecte n'est pas obtenu sur la variante.

Il présentera à cet effet et en temps utile pour ne pas retarder l'avancement du chantier, un échantillon correspondant au produit proposé assorti d'une notice technique précisant les performances et les caractéristiques du produit.

Chaque fois que le fabricant d'un produit ou équipement a publié un Cahier des Charges, des recommandations ou des prescriptions d'emploi, l'entrepreneur devra suivre ces documents pour la mise en œuvre du produit ou du matériel

(sous réserve que les cahiers des charges des fabricants respectent les Règles de l'Art, et l'environnement réglementaire régissant le présent marché).

L'entrepreneur étant responsable de la fourniture des matériaux et de leur mise en œuvre, il conserve le droit de refuser l'emploi de matériaux ou composants préconisés par la maîtrise d'œuvre, s'il juge ne pas pouvoir en prendre la responsabilité. Il devra alors justifier son refus par écrit avec toutes justifications à l'appui.

Documents réglementaires à caractère général

Les entrepreneurs devront toujours respecter dans l'exécution de leurs travaux ainsi que pour les installations et l'organisation de chantier, toutes les lois et textes réglementaires, dont notamment les suivants :

- PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ;
- REEF;
- Code de la construction;
- Réglementation sécurité incendie;
- Textes relatifs à l'hygiène et la sécurité sur les chantiers;
- Règlement sanitaire départemental et/ou national;
- Textes légaux relatifs à la protection et à la sauvegarde de l'environnement ;
- Textes concernant la limitation des bruits de chantier;
- Législation sur les conditions de travail et l'emploi de la main-d'œuvre;
- Règlements municipaux et/ou de police relatifs à la signalisation et à la sécurité de la circulation aux abords du chantier;
- Tous autres textes réglementaires et lois ayant trait à la construction, à l'urbanisme, à la sécurité, etc...

8 - OBLIGATIONS DES ENTREPRISES CONCERNANT L'OFFRE

Prestations à la charge des entreprises

Dans le cadre de l'exécution de leur marché, les entrepreneurs devront implicitement:

- la fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de leur marché;
- l'établissement des plans de réservation et des plans de chantier;
- l'établissement des plans d'exécution;
- l'implantation et le tracé de ces propres ouvrages;
- la réception des supports existants ou ceux effectués par une autre

entreprise;

- tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou de descente) nécessaires à la réalisation des travaux;
- tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc., dans les conditions précisées aux documents contractuels;
- la fixation par tous moyens de leurs ouvrages;
- l'enlèvement de tous les gravois de leurs travaux et les nettoyages après travaux;
- la main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc., de leurs ouvrages en fin de travaux et après réception;
- la mise à jour ou l'établissement de tous les plans « comme construit » pour être remis au maître de l'ouvrage à la réception des travaux;
- la remise de toutes les instructions et mode d'emploi écrits, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements;

Connaissance des lieux

Les entrepreneurs sont réputés, par le fait d'avoir remis leur offre:

- s'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux;
- avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées;
- avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installation de chantier, de stockage, de matériaux, etc., des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
- avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

En résumé, les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

Signalisation d'omissions

Dans le courant de ses études, l'entrepreneur doit signaler par écrit toute omission, tout manque de concordance ou toute autre erreur qui aurait pu se glisser dans l'établissement des documents de consultation. Faute de quoi, il est réputé avoir accepté les clauses du dossier.

Par le fait de soumissionner, l'entrepreneur contracte l'obligation d'exécuter l'intégralité des travaux de sa profession, nécessaire pour le complet et parfait achèvement de la construction projetée, conformément aux règles de l'art, quand bien même il ne serait pas fait mention explicitement de certains d'entre eux dans le dossier de consultation des entreprises.

Assurances

Bien que précisé par les autres pièces du Marché, il est rappelé à toutes les entreprises qu'elles doivent être assurées contre les risques suivants:

Pendant l'exécution des travaux:

- Effondrement de tout ou partie et dégradation des ouvrages.

Après livraison:

- Responsabilité biennale et décennale des articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil.

Documents écrits et graphiques

Chaque entrepreneur devra prendre connaissance du CCTP dans son intégralité.

Les plans et le CCTP se complètent réciproquement sans que les entrepreneurs puissent faire état après remise et réception de leurs offres d'une discordance éventuelle qu'ils n'auraient pas signalée en temps utile ; ils devront prévoir dans leur prix le montant des travaux indispensables à l'achèvement des bâtiments.

Les entrepreneurs sont tenus de vérifier, avant toute exécution, les cotes figurant aux dessins et de signaler au Maître d'Œuvre les erreurs qui pourraient être constatées.

Ils sont tenus de signaler par écrit au Maître d'Œuvre, les discordances qui pourraient éventuellement exister entre le CCTP et les ouvrages à exécuter et qui seraient de nature à nuire à la parfaite réalisation de leurs propres ouvrages.

Dans le même esprit, si certaines dispositions des plans et du CCTP soulèvent des divergences d'interprétation, les ouvrages seront exécutés conformément aux clauses techniques de référence et aux décisions du Maître d'Œuvre sans entraîner pour autant des modifications au prix global forfaitaire des marchés.

Il est précisé que la clause de priorité prévue entre le CCTP et les plans n'a pas pour but d'annuler la réalisation d'un ouvrage quelconque figurant sur l'une des pièces et non sur l'autre. Cette priorité ne joue qu'en cas de contradiction. En conséquence, tout ouvrage figurant aux plans et non décrit au CCTP est formellement dû et vice versa.

Ouvrages non décrits explicitement

Le CCTP décrit l'essentiel des ouvrages dus par l'entrepreneur. Même s'il ne définit pas dans le détail des ouvrages tels que ; façon de baies, de seuils, d'appuis de tableaux, linteaux, feuillures, rejingots, supports, joints, habillages,... ces travaux sont compris dans le marché au même titre que les autres ainsi que tous ceux nécessaires à la bonne finition des ouvrages.

La description des ouvrages s'appuie enfin sur une solution technique répondant au programme et coordonnée entre les divers corps d'état. Il appartient en conséquence à l'entrepreneur qui modifierait certains points d'un corps d'état particulier, de prendre à sa charge les incidences éventuelles sur les autres corps d'état.

Établissement du bordereau de prix

L'offre de l'entreprise sera obligatoirement dactylographiée et chiffrée selon l'État

des prix forfaitaires joint au dossier de consultation, détaillé par article en:

- unité d'œuvre,
- quantité,
- prix unitaire,
- prix total HT soit, quantité multipliée par prix unitaire.

Les prix d'ensemble ne seront pas acceptés et la présentation respectera scrupuleusement la numérotation des articles du CCTP, en reprenant de façon sommaire la désignation des postes.

Contenu des offres, Présentation

Les entreprises ayant été à même d'obtenir tous les renseignements qui leur étaient nécessaires avant la remise de leur offre, elles reconnaissent donc avoir prévu tous les travaux nécessaires au complet achèvement des constructions abords et annexes, conformément aux règles de l'art. Il ne saurait être admis qu'en cours de travaux, un entrepreneur se prévale d'une insuffisante connaissance des lieux et des travaux pour s'autoriser : à fournir un travail qui ne permette pas aux divers corps d'état d'exécuter un ouvrage conformément au descriptif et aux règles de l'art ; à fournir un travail qui ne soit pas conforme aux descriptions et aux règles de l'art, sous prétexte d'une prestation incomplète du corps d'état le précédant.

Les offres faites pour les options prévues au C.C.T.P seront indiquées en plus ou moins values assorties du signe algébrique correspondant dans les cadres grisés prévus à cet effet sur le bordereau de prix. Elles ne seront pas totalisées dans l'offre globale et forfaitaire de l'entreprise.

Le non respect des impératifs ci-dessus pourra entraîner le rejet de l'offre.

Le présent CCTP ne pouvant prétendre à la description absolument détaillée de toutes les opérations, les entreprises ne pourront en aucun cas, arguer d'une différence d'interprétation et se prévaloir d'omissions ou de manque de renseignements pour refuser d'exécuter les travaux jugés utiles à la parfaite et complète exécution des ouvrages selon les règles de l'art.

9 - OBLIGATIONS DES ENTREPRISES CONCERNANT LE CHANTIER

Démarches et autorisations

Il appartiendra aux différents entrepreneurs d'effectuer en temps utile, toutes démarches et toutes demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc., nécessaires à la réalisation des travaux.

Copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes et démarches, devront être transmises au maître de l'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre.

Liaisons entre les corps d'état

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet

devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises:

- l'entrepreneur de gros œuvre prendra contact avec tous les autres corps d'état afin d'obtenir tous renseignements en ce qui concerne les ouvrages de finition et d'équipements dont l'exécution aura une incidence sur la réalisation de ses propres travaux;
- chaque entrepreneur réclamera au maître d'œuvre en temps voulu toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations ;
- chaque entrepreneur se mettra en rapport en temps voulu avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires;
- chaque entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble;
- tous les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.

À aucun moment durant le chantier, aucun entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

Sécurité des personnes contre les chutes

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer dans tous les cas la protection contre les chutes du personnel amené à travailler ou à circuler sur la toiture, conformément à la réglementation en vigueur.

Pour les toitures réalisées en matériaux fragiles, notamment celles en plaques ondulées ou nervurées de fibres-ciment-silice, l'entrepreneur devra également prendre toutes dispositions pour garantir le personnel contre les chutes à travers la toiture, conformément à la réglementation en vigueur : recommandation R. 191 du 10 juin 1981 de la CNAM.

Tous les frais consécutifs aux dispositions ci-dessus sont implicitement compris dans les prix du marché.

Travail en hauteur sur toitures en matériaux peu résistants

Tout travail en hauteur comporte des risques.

L'entrepreneur devra faire respecter les règles de circulation sur toiture, conformément à la recommandation R. 343 «Travaux sur toiture en matériaux peu résistants» de la CNAMTS.

10 - RÈGLEMENTS NORMES PRESCRIPTIONS - MATÉRIAUX

CONTENANT DE L'AMIANTE

RESPECT DE LA REGIMENTATION RELATIVE AU RETRAIT DE MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE.

L'entrepreneur sera contractuellement tenu de prendre toutes dispositions nécessaires pour respecter impérativement et strictement la réglementation en vigueur relative à l'amiante, dont plus particulièrement les textes suivants.

Textes officiels

Décret n°2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.
Code du travail, livre 2, chapitre 1 : article L. 231.12.

Code de la santé publique : articles L. 1 - L. 2 - L. 48 - L. 49 et L. 772.

Loi no 96-452 du 28 mai 1996 - article 39 élargissant la procédure d'arrêt de chantier à « l'absence de dispositifs de protection de nature à éviter les risques liés aux opérations de confinement et de retrait de l'amiante ».

Décret no 77-974 du 19 août 1977 relatif à l'élimination des déchets.

Directive européenne no 83/477/CEE du 19 mars 1983 concernant la protection des travailleurs contre les risques de l'exposition à l'amiante, modifiée par la directive n° 91/382/CEE du 25 juin 1991.

Décret no 88-466 du 28 avril 1988 modifié relatif aux produits contenant de l'amiante. Décret no 88-466 du 28 août 1988 relatif à l'étiquetage des produits contenant de l'amiante. Circulaire du 27 janvier 1993 relative au plan de retrait d'amiante.

Décret no 94-614 du 26 juillet 1994 modifiant les dispositions relatives aux produits contenant de l'amiante (décret du 20 mars 1978).

Décret no 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis, modifié par le décret no 97-855 du 12 septembre 1997.

Décret no 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante, modifié par le décret no 96-1132 du 24 décembre 1997 et par le décret no 97-1219 du 26 décembre 1997.

Arrêté du 4 avril 1996 interdisant de faire appel à des intérimaires ou à des salariés sous contrat à durée déterminée pour toutes les activités touchant à l'amiante.

Loi no 96-452 du 28 mai 1996 portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire, étendant aux opérations de confinement et de retrait de

l'amiante, la procédure d'arrêt de chantier de l'article L. 231-12 du Code du travail. Arrêté du 6 décembre 1996 relatif au modèle de l'attestation d'exposition à remplir par l'employeur et le médecin du travail pour la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante.

Décret no 96-1132 du 24 décembre 1996 modifiant le décret du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.

Circulaire du 9 janvier 1997 (Environnement) élimination des déchets d'amiante-ciment générés lors des travaux de réhabilitation et de démolition du bâtiment et des travaux publics, des produits amiante-ciment retirés de la vente et provenant des industries de fabrication d'amiante-ciment et des points de vente ainsi que tous autres stocks.

Recommandations R. 378 du 4 novembre 1997 du Comité national des industries du bâtiment et des travaux publics (CNAMTS) relatives aux modalités d'exécution des travaux de dépose de matériaux en amiante-ciment utilisés en enveloppe des bâtiments ou accessoires extérieurs.

Décret no 97-1219 du 26 décembre 1997 modifiant le décret no 96-98 du 7 février 1996 modifié, relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.

Circulaire DGS/VS 3/DGUHC/QC1/DPPR/BGTD no 98-58 du 25 septembre 1998 (Emploi - Équipement - Environnement) relative à la protection de la population contre les risques liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.

Circulaire DRT 98/10 du 5 novembre 1998 (Emploi) relative aux modalités d'application des dispositions relatives à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante.

Recommandations de la CNAMTS

R. 343, relative aux travaux sur couverture en matériaux peu résistants, adoptée le 24 mai 1989 par le CTN du BTP et le 14 novembre 1989 par le CTN des PTF.

R. 345, relative aux mesures de prévention dans les travaux de démolition par procédés mécaniques ou à la main, adoptée le 27 juin 1990 par le CTN du BTP.

R. 378, relative à la dépose des matériaux en amiante-ciment utilisés en enveloppe de bâtiment ou accessoires extérieurs.

Normes NF et EN

Norme NF EN 140 : appareils de protection respiratoire. Demi-masques et quarts de masques : exigences - essais - marquages.

Norme NF EN 143 : appareils de protection respiratoire. Filtres à particules : exigences - essais - marquage.

Norme NF EN 146 : appareils de protection respiratoire. Appareils filtrants contre les particules, avec ventilation assistée, avec casque ou cagoule.

Norme NF EN 147 : appareils de protection respiratoire. Appareils filtrants contre les particules, avec ventilation assistée, avec masques complets, demi ou quart de masques.

Norme NF EN 149 : appareils de protection respiratoire. Demi-masques filtrants contre les particules : exigences - essais - marquage. Connaissance de la réglementation

L'entrepreneur est contractuellement réputé avoir la parfaite connaissance de l'ensemble de la réglementation concernant les opérations de retrait de matériaux contenant de l'amiante.

11 - SPÉCIFICATIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

Coordination Sécurité Protection Santé

Seront applicables à l'exécution des présents marchés les lois, autres décrets, circulaires et autres textes officiels ayant trait à la coordination sécurité, connus à la date précisée au CCAP. L'entrepreneur sera contractuellement tenu de prendre toutes dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du coordinateur concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers. Tous les frais en découlant pour l'entrepreneur sont contractuellement réputés compris dans le montant de son marché.

Coordination générale

Le périmètre du chantier est défini par l'immeuble en lui même. En aucun cas, il ne sera toléré de déborder ce périmètre (en particulier et surtout sur le trottoir ou le domaine public, sans accord écrit rapport de chantier etc...).

Implantation dans le bâtiment - côtes de niveau

Le trait de niveau sera tracé et entretenu pendant la durée des travaux et ce par l'entrepreneur du lot 01. Il sera reporté ou tracé autant de fois qu'il sera nécessaire jusqu'à la fin du chantier, sans que l'entreprise puisse prétendre à une indemnité. Certains éléments de gros-œuvre devant rester apparents, ils ne pourront recevoir d'indications de trait de niveau ou de repères divers. Les entreprises effectueront donc ces repérages en dehors de ces surfaces.

Vérification des côtes

Les entrepreneurs devront vérifier soigneusement toutes les cotes portées sur les différents plans. Pour l'exécution des travaux aucune côte ne devra être prise à l'échelle sur les plans. Les entrepreneurs devront s'assurer sur place, avant toute mise en œuvre de la possibilité de suivre les cotes et indications diverses prévues aux plans et au présent descriptif.

Dans le cas de doute, ils en référeront immédiatement au Maître d'Œuvre. Les entrepreneurs ne pourront d'eux-mêmes modifier quoi que ce soit au projet, mais ils devront signaler tout changement qu'ils croiraient utile d'y apporter. Ils demanderont tous renseignements complémentaires sur tout ce qui leur semblerait douteux ou incomplet, tant dans le présent descriptif que dans les plans remis.

Faute de se conformer à ces prescriptions, ils deviendront responsables de toutes

les erreurs relevées au cours de l'exécution ainsi que des conséquences de toutes natures que cela pourrait entraîner.

Gardiennage

L'accès du chantier devra être interdit à toute personne sauf autorisation écrite du Maître d'Œuvre. Les entreprises étant responsables des lieux, le gardiennage qu'elles jugeraient utile de faire réaliser sera fait à leurs frais sans supplément à leur offre.

Force motrice du chantier

L'entreprise du lot Électricité fournira à ses frais un tableau protégé réglementaire, équipé d'au moins 3 prises jusqu'à la fin du chantier.

Le branchement de ce tableau sera également à sa charge.

L'entreprise d'électricité assurera les formalités de mise en place du compteur de chantier et son raccordement à l'alimentation de l'abonné.

Les consommations ainsi que les frais de raccordement éventuel demeurent à la charge du maître d'ouvrage.

Les diverses entreprises feront savoir avant l'ouverture du chantier, les puissances nécessaires pour le fonctionnement de leurs matériels.

Les bruits de chantier seront limités à 70 db (A).

L'emploi d'engins à moteur non insonorisés est interdit.

Approvisionnement en eau

Les branchements provisoires seront à installer sur le chantier par l'entreprise de Plomberie en fonction des besoins des entreprises.

Les consommations ainsi que les frais de raccordement éventuel demeurent à la charge du maître d'ouvrage.

Échantillons

Chaque entrepreneur est tenu de fournir, dans les délais fixés, tous les échantillons d'appareillage, de matériels, de matériaux qui lui seront demandés par la maîtrise d'œuvre. Ceux-ci doivent être montés en panoplie, disposés sur un chevalement et soigneusement fixés, plombés le cas échéant, pour éviter toute substitution.

Ils seront entreposés par les entrepreneurs dans un local spécial annexé au bureau de la maîtrise d'œuvre. Les échantillons seront inscrits sur un registre et seront numérotés. Le registre comportera une case réservée à la signature de la maîtrise d'œuvre qui sera seul juge de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier, et une case réservée pour la signature du maître de l'ouvrage qui manifestera ainsi son acceptation.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été matérialisée par les signatures visées ci-dessus.

Éléments modèles

Pour certains ouvrages fabriqués ou préfabriqués et dont le nombre d'éléments

de même type est suffisant pour le justifier, la maîtrise d'œuvre aura la faculté de demander à l'entrepreneur la mise en place sur le chantier d'un élément à titre de modèle.

Cet élément pourra être, en fonction de l'avancement des travaux, soit mis en place à son emplacement définitif, soit posé au sol sur un support adéquat. Ce modèle servira à la mise au point définitive de l'ouvrage considéré, et l'entrepreneur devra y apporter toutes les modifications jugées utiles par la maîtrise d'œuvre.

Dans le cas de modifications trop importantes, le modèle devra être repris par l'entrepreneur et remplacé par un modèle conforme.

La présentation de ce modèle devra se faire dans le délai fixé par la maîtrise d'œuvre lors de la demande.

Règles d'exécution générales

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art, avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

À ce sujet, il est formellement précisé aux entreprises qu'il sera exigé d'elles un travail absolument parfait et répondant en tous points aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par la maîtrise d'œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état, et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués « non traditionnels » devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'Avis Technique.

Travaux spéciaux

Dans tous les cas où il est prévu dans le marché certains travaux spéciaux pour lesquels l'entrepreneur titulaire du marché n'a pas la qualification professionnelle, la maîtrise d'œuvre sera en droit d'exiger que les travaux concernés soient sous-traités à un entrepreneur spécialiste qualifié.

Le choix du sous-traitant sera alors à soumettre au maître d'ouvrage pour accord.

Conformité à la réglementation sécurité incendie

Pour tous les matériaux et produits concernés par la réglementation Sécurité incendie, les entrepreneurs devront assurer et garantir une mise en œuvre répondant strictement aux conditions et prescriptions stipulées dans le PV d'essai au feu du matériau ou produit concerné.

Réservations - percements - rebouchages - scellements - raccords

- Prescriptions générales

Les entrepreneurs auront implicitement à leur charge l'exécution de tous les percements, passages, trous, réservations, scellements, rebouchages, incorporation au coulage, etc., nécessaires à la complète et parfaite finition des

ouvrages.

Dans les autres maçonneries, tous les trous, percements, saignées, etc... seront exécutés par les entrepreneurs des corps d'états concernés.

Les scellements, rebouchages, etc seront toujours à effectuer par l'entrepreneur du corps d'état concerné.

- Percements dans maçonneries et ouvrages autres que béton

Les percements dans tous les murs en maçonnerie ainsi que dans cloisons et ouvrages autres qu'en béton seront exécutés par les entrepreneurs concernés.

Dans le cas de percements dans les éléments porteurs soumis à des contraintes importantes, l'entrepreneur devra obtenir l'accord de la maîtrise d'œuvre avant d'exécuter ces percements.

- Scellements (exécutés par les entrepreneurs concernés)

Dans le cas général, les scellements se feront au mortier de ciment et sable fin, et les cales en bois dans les scellements sont interdites. Dans le cas de scellement dans parois extérieures en matériaux isolants, le scellement devra dans la mesure du possible, être réalisé avec des matériaux identiques. Dans les éléments montés au plâtre et ceux enduits au plâtre, les scellements se feront au plâtre. Les scellements devront toujours être arasés de 10 mm environ en retrait du nu fini, afin de réserver l'épaisseur nécessaire pour le raccord.

- Rebouchages (exécutés par les entrepreneurs concernés)

Mêmes prescriptions que pour les scellements en ce qui concerne les matériaux à employer et l'arasement.

- Fourreaux (exécutés par les entrepreneurs concernés)

Les fourreaux seront en PVC. Ils seront de diamètre immédiatement supérieur à celui des tuyaux pour lesquels ils sont prévus, sauf cas où pour des raisons de dilatation, un jeu plus important doit être prévu.

Dans les locaux susceptibles d'être lavés à l'eau, le fourreau devra dépasser le niveau du sol fini de 15 mm.

Dans tous les autres cas, leur longueur devra être telle que leur extrémité affleure le nu fini de l'ouvrage dans la mesure du possible, mais en aucun cas, il ne sera toléré des fourreaux en retrait par rapport au nu fini de l'ouvrage.

Dans tous les fourreaux disposés dans des parois ou planchers séparatifs de deux locaux privés, l'espace entre le tuyau et le fourreau devra être calfeutré par un matériau souple adéquat, assurant l'isolement phonique.

- Raccords

Les raccords seront exécutés par les corps d'état assurant les travaux d'enduits et de revêtements (maçonnerie, plâtrerie, carrelage, revêtements minces, peinture, etc.). Les raccords seront toujours réalisés en matériau strictement de même nature que le parement concerné.

La finition des raccords devra être parfaite, leur arasement strictement au même nu, aucune marque de reprise ne devra être visible, etc.

Réservations

Sans objet.

Protection des menuiseries

Les fenêtres et portes-fenêtres devront rester closes.

Après chaque intervention, le corps d'état qui libère le bâtiment devra le nettoyage. Les menuiseries sur lesquelles des traces apparaîtraient après l'impression seront remplacées suivant ordre de service du Maître d'œuvre, à la charge du responsable, y compris les travaux annexes de pose et de peinture. A défaut de responsable connu, ces frais seront imputés au compte prorata des entreprises ayant pu causer le dommage.

Protection des ouvrages contre le vol

En cas de vols, les entreprises devront remplacer immédiatement l'ouvrage ou l'appareil manquant et faire intervenir leur propre assurance. Elles ne pourront réclamer ni indemnité quelconque, ni imputation de préjudice au compte prorata.

Niveau d'arase des sols

L'arase brute des éléments en B.A. sera arrêtée aux cotes suivantes par rapport aux niveaux des sols intérieurs finis indiqués sur les plans, en fonction des revêtements de sols indiqués:

sols carrelages collés -1,5 cm

sols carrelages scellés -6 cm

sols bois collés: -1,5cm

sols bois sur lambourdes: -6 cm

Hygiène et Sécurité / Réglementation du Travail

Les entreprises devront prendre toute disposition complémentaire ou supplémentaire réglementaire ou imposée par la nature des travaux.

De manière générale, les entreprises devront se conformer à la réglementation d'Hygiène et de Sécurité en vigueur. Elles appliqueront en particulier l'ensemble des dispositions de la Loi 93 . 1418 du 31 décembre 1993 et des décrets d'application. Elles appliqueront en outre l'ensemble des dispositions du Code du Travail ainsi que les dispositions mentionnées dans la notice SPS jointe au dossier de consultation. A quoi s'ajoutent les dispositions prises au fur et à mesure de l'avancement du chantier, en concertation avec le maître d'œuvre, afin de limiter les risques liés à la co-activité d'entreprises.

Études techniques

Le maître d'œuvre a établi dans le présent dossier PRO l'ensemble des pièces graphiques et prescriptions écrites prévues dans sa mission. Les études de dimensionnement et de caractérisation des ouvrages et équipements sont à la charge des entreprises. Elles sont réalisées dans le cadre de la prestation des entreprises à leurs frais et sous leur responsabilité.

Les entreprises doivent en outre veiller au respect des objectifs de performance fixés (label Promotelec, Vivrelec...). Elles devront produire l'ensemble des

documents permettant aux organismes de contrôle compétents de vérifier et attester des performances pour l'obtention des labels correspondants.

Essais

Chaque corps d'état aura à sa charge les essais effectués le cas échéant sur les matériaux et fournitures . Ces essais seront réalisés par un laboratoire spécialisé choisi en accord avec l'Architecte.

Mise à disposition de matériaux

Chacune des entreprises mettant en œuvre des matériaux de revêtement (parquets, carrelages, faïences, moquettes, etc...) remettront au maître d'ouvrage à la réception soit un conditionnement unitaire de ces revêtements (une botte de parquet, un paquet de carreaux etc..) soit une surface 3 m2 du revêtement. Cette prestation est comprise dans le marché de l'entreprise.

Gestion du compte prorata

La gestion du compte prorata fera l'objet d'une convention particulière entre les entreprises intervenant sur le chantier conclue à leur initiative. Le maître d'œuvre assurera l'organisation de la concertation nécessaire à l'élaboration de cette convention. A défaut d'une convention le maître d'œuvre assurera la gestion du compte prorata en se référant au Cahier des Clauses Administratives Générales qui l'accompagne.

11 - HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DU CHANTIER**Chantier propre**

Le chantier sera mené de manière à contribuer au respect de l'environnement. Il s'agit de réduire sensiblement les nuisances et les risques engendrés par le chantier.

Nuisances aux riverains: des dispositions seront prises pour diminuer les nuisances aux riverains telles que bruit, poussières, salissures, circulation etc...

Déchets de chantier: des dispositions seront prises pour:

- réduire le volume des déchets de chantier,
- assurer un tri des déchets de chantier de manière à permettre le nettoyage AU FUR ET A MESURE du site.

Chaque entreprise doit, pour ce qui la concerne, et à ses frais inclus dans l'offre, le nettoyage de ses propres gravois, leur tri sélectif, leur évacuation. Il sera formellement interdit de jeter les gravois par les ouvertures en façades, mais ils devront toujours être sortis soit par goulotte, soit en sacs ou par seaux.

Les sols seront livrés par le plâtrier aux entrepreneurs de second œuvre parfaitement nettoyés, exempts de toutes traces de mortier ou de plâtre, soigneusement balayés.

Chaque entrepreneur intervenant sur le chantier devra toujours, immédiatement

après exécution de ses travaux dans un local, ou groupe de locaux donnés, procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux et au balayage des sols.

En résumé, le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, et chaque entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet.

Tous les frais de nettoyage resteront à la charge de chaque entrepreneur .

Dans le cas de non respect des prescriptions ci-dessus, la maîtrise d'œuvre ou le maître d'ouvrage pourra à tout moment faire procéder par l'un des entrepreneurs de l'opération, ou par une entreprise extérieure de son choix, aux nettoyages et sorties de gravois ; les frais en seront supportés par l'entrepreneur en cause, ou dans le cas où le responsable ne pourra être défini, ils seront portés au prorata des marchés.

Références légales et réglementaires

Les entreprises sont tenues de respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité du chantier et en particulier (liste non exhaustive) :

Le Code du Travail:

- Loi 93-1418 du 31/12/93 "Sécurité et protection des travailleurs dans les opérations de bâtiment et de génie civil"
- Décret 94-1159 du 26/12/94 "Intégration de la sécurité et organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de génie civil"
- Décret 95-607 du 6/05/95 "Liste des prescriptions réglementaires que doivent respecter les travailleurs indépendants ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent directement une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil"
- Décret 95-608 du 6/05/95 "Modification du Code de Travail en vue de le rendre applicable aux travailleurs indépendants ainsi qu'aux employeurs exerçant directement une activité sur un chantier de BTP".

Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E.)

12 - PRESCRIPTIONS DE CHANTIER

Présence au rendez-vous de chantier

Les entreprises devront être représentées à tous les rendez-vous de chantier.

Leur représentant devra être un technicien compétent et responsable, recevant les ordres et prenant les décisions au nom de l'entreprise.

Dans le cas des travaux effectués sous la responsabilité d'un ingénieur:

structure, charpente, plomberie, chauffage, électricité, sa présence sera exigée à tous les rendez vous où les travaux de son corps d'états seront évoqués.

Nettoyage au cours du chantier

En complément des dispositions "chantier propre" décrites plus haut:

Chaque corps d'état doit effectuer le nettoyage du chantier au fur et à mesure de son intervention et au niveau de chaque poste de travail.

Au cas où le Maître d'Œuvre constaterait par lui-même ou sur indication du pilote ou du maître d'Ouvrage que ces dispositions ne sont pas respectées, les travaux de nettoyage seraient faits par un tiers à la demande du Maître d'Œuvre aux préjudices et frais du ou des entrepreneurs tenu(s) pour responsable du défaut de nettoyage par simple constat de débris et gravats indubitablement liés à leur intervention. A défaut d'entrepreneur tenu pour responsable, les frais seront imputés au compte-prorata.

Protection et installations de chantier

Se référer au PGC

Produits de nettoyage

L'entrepreneur est seul responsable des produits employés pour le nettoyage et l'entretien. Il devra s'assurer de leur compatibilité avec les matériaux et ouvrages auxquels ils sont destinés.

En cas de dégradation liée à l'incompatibilité d'un produit ou procédé avec un matériau ou un ouvrage, l'entrepreneur responsable devra réparation et remplacement, sans modification du délai d'exécution.

Protection des ouvrages

Les entreprises sont responsables de la protection de leurs ouvrages, de ceux des autres ou d'ouvrages existants en cas d'intervention exposant les dits ouvrages à d'éventuels dommages, jusqu'à la réception définitive des ouvrages par le Maître d'Ouvrage.

L'entrepreneur de chaque lot est tenu de prévoir et de réaliser à sa charge toute protection de ses ouvrages précités.

Pour ce faire, nul ne sera besoin pour le Maître d'œuvre de lui ordonner ces protections, l'initiative de chaque entreprise viendra de l'évaluation du risque de dégâts que sa connaissance des règles de l'art doit lui dicter.

En particulier, le lot Maçonnerie-Démolition aura devoir de prévention extrême s'agissant des travaux de démolition préalables à tout autre travaux. Il devra prévoir à sa charge tous les bâchages nécessaires dès qu'il abattra partie ou totalité de bâtiment qui demeurerait occupé par des éléments à conserver dans la suite du chantier (tels parquets conservés notamment). Cette sujétion vaut évidemment tout autant concernant les édifices et parties d'édifices mitoyens de la propriété qui seraient menacés par ces travaux de démolition, même partielle.

Concernant les risques liés à l'étanchéité des ouvrages face risques d'intempéries (tels les ouvrages de démolition), si l'entrepreneur de maçonnerie estime ne pas être en mesure de garantir par ses propres moyens la protection de tout élément exposé, il devra sans délai en informer la maîtrise d'œuvre et alerter lot charpente-couverture-zinguerie afin de demander à ce dernier de réaliser les

protections jugées nécessaires.

En particulier, le lot charpente-couverture-zinguerie aura devoir de conseil et de prévention concernant tous ces risques qu'il est censé particulièrement maîtriser, qu'il ait effectué les démolitions concernées ou non.

L'entrepreneur sera tenu pour responsable dans le cas d'inexécution des dispositions du présent article et des dommages en résultant qui seraient ensuite constatés.

Les instructions portées par le Maître d'œuvre sur le compte rendu de chantier valent ordres pour chaque entrepreneur intéressé, toute suite devant y être donnée à la diligence de chaque responsable d'entreprise, et ce sans qu'il eut nécessité de recourir à un envoi de ce compte-rendu en recommandé ou sous forme de mise en demeure.

Tout ouvrage détérioré avant réception, situé dans l'immeuble ou chez un mitoyen, devra être réparé, sans pour autant entraîner de retard dans la réception du chantier. Les frais seront imputés en totalité à l'entrepreneur responsable de la détérioration.

S'il s'agit d'un ouvrage commun à plusieurs entreprises, sa réparation sera effectuée au prorata de leur part de participation à la réalisation de cet ouvrage, ou à 50 % chacun en accord de désaccord final.

Conservation des ouvrages

Les entreprises sont responsables de la conservation de leurs ouvrages jusqu'à leur réception par le Maître d'Ouvrage.

Tout ouvrage détérioré ou volé avant réception devra être remplacé, sans pour autant entraîner de retard dans la réception du chantier. Les frais seront imputés pour 50 % au compte prorata, et pour 50 % à l'entrepreneur responsable de l'ouvrage.

S'il s'agit d'un ouvrage commun à plusieurs entreprises, son remplacement sera effectué au prorata de leur part de participation à la réalisation de cet ouvrage pour 50 %, et pour 50 % au compte prorata.

En aucun cas, il ne pourra être demandé une participation du Maître d'Ouvrage ou des autres intervenants du chantier pour procéder au remplacement d'un ouvrage détérioré ou volé.

Remise en état des lieux

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître de l'ouvrage, au plus tard : le jour de la réception des travaux.

Cette remise en état des lieux se fera dans les conditions suivantes:

Chaque entrepreneur enlèvera ses propres installations et matériels et matériaux en excédent et remettra les emplacements correspondants en état à ses frais;

Il est, d'autre part, stipulé, que tant que les installations de chantier établies sur

l'emplacement mis à la disposition des entrepreneurs ne seront pas démontées et les lieux remis en état, les entrepreneurs resteront seuls responsables de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

13 - COORDINATION ENTRE CORPS D'ÉTAT

Réservation, trémie, feuillure...

Dans les ouvrages en béton et en maçonnerie

L'entrepreneur de gros-œuvre est tenu d'exécuter dans ses ouvrages, et dans les ouvrages existants toutes les réservations, feuillures, trémies, défoncés, etc... nécessités tant par les travaux de son activité que par ceux des autres corps d'état. A cet effet, les entrepreneurs des différents corps d'état devront remettre en temps utile leurs plans de trémies, passages, niches, feuillures, etc...

Ces plans comporteront obligatoirement:

- les dimensions des réservations en cotes brutes
- les implantations de ces réservations par rapport à des nus d'ouvrages ou à des axes de référence.

Ces plans seront fournis au Maître d'Œuvre pour délivrance de son visa transmis à l'entreprise de gros-œuvre qui devra reporter les indications qui y sont contenues sur ses propres plans d'exécution et de synthèse.

Toutes ces réservations seront exécutées sous la responsabilité de l'entrepreneur intéressé qui devra vérifier sur place qu'elles ont été correctement réalisées.

En cas de non observation des prescriptions précédentes les percements seront obligatoirement exécutés par l'entrepreneur de gros-œuvre et sous sa responsabilité, mais aux frais de l'entrepreneur intéressé.

Dans le cas où des trous et scellements effectués après coup entraîneraient la dégradation d'un équipement ou d'un revêtement, les frais de reprise et raccords seront également à la charge de l'entreprise pour laquelle ces trous et scellements auront été exécutés.

Dans les cloisons

Chaque entrepreneur réalise ses propres percements dans les faux-plafonds

Sauf spécification contraire du présent document. Les entreprises responsables de l'exécution des faux-plafonds réalisent le percement de leurs ouvrages sur la base des plans de réservation qui leur sont fournis.

Scellements, rebouchages, calfeutrement

Chaque entrepreneur doit assurer la mise en place de ses ouvrages, leur réglage et leur calage.

Dans les ouvrages en béton et maçonneries, tout scellement au mortier sera assuré par l'entreprise de gros-œuvre, suivant tracé de l'entrepreneur concerné, ainsi que les calfeuttements au mortier et les raccords nécessaires, et ce à ses frais. Tout autre type de scellement sera à la charge de l'entrepreneur concerné.

Fourreaux

Dans tous les éléments de structure ou de cloisons, chaque entrepreneur doit la mise en place de fourreaux pour assurer le passage de ses canalisations.

Le scellement de ces fourreaux sera assuré comme indiqué à l'article précédent. L'entrepreneur devra araser ses fourreaux à 25 mm des nus finis des ouvrages traversés et le calfeutrement entre fourreaux et canalisations sera assuré par produits pour en assurer l'étanchéité. Ce produit devra être compatible avec les exigences :

- de stabilité dans le temps
- d'efficacité acoustique
- de comportement au feu

Incorporation d'éléments dans les structures en béton

La fourniture et la mise en place d'éléments divers tels que : gaines, fourreaux, tubes, rails d'ancrage, douilles, etc... avant coulage sont à la charge de chaque entrepreneur ainsi que la surveillance de leur bonne tenue au cours des opérations de coulage et de décoffrage, l'entreprise de gros-œuvre devant apporter tous ses soins à la bonne conservation de ces éléments pendant toute la durée de ces travaux.

Traits de niveau

Le trait de niveau sera tracé et entretenu par l'entrepreneur de gros œuvre. Il sera reporté ou tracé à chaque étage autant de fois que nécessaire jusqu'à la fin du chantier, sans que l'entrepreneur puisse prétendre à une indemnité.

L'entrepreneur veillera à ne pas tracer le trait de niveau avec un produit qui puisse apparaître au travers des revêtements des futurs murs. Dans le cas contraire, il en devra le nettoyage ou la remise en peinture du panneau complet si nécessaire.

Socles

Les corps d'état concernés (plomberie, chauffage et ventilation mécanique, etc...) devront la fourniture au maçon des blocs de produits résilients ou plots anti-vibratiles, à placer sous les massifs en béton armé.

Performances d'étanchéité et de résistance au feu

L'obtention de ces performances qui constitue une obligation contractuelle sera le fruit d'une coordination rigoureuse des études et de la mise en œuvre impliquant pour l'ensemble des entreprises une parfaite connaissance du projet.

Cette obligation de résultat concerne non seulement les entreprises responsables des ouvrages visés par ces performances mais également celles qui mettent en œuvre des éléments ou matériels s'incorporant à ces ouvrages.

Pendant le chantier, les bruits seront limités à un volume maximal de 70 dB.

14 - PRESCRIPTIONS DE CHANTIER ÉTUDES ET PLANS D'ENTREPRISE**Plans d'exécution**

Les prix de l'entrepreneur comportent la fourniture et la mise à jour, en fonction des délais arrêtés par le calendrier détaillé d'exécution, des études techniques, notes de calculs, plans de réservation et plans d'exécution propres à chacun des corps d'état.

L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait que la mission confiée au Maître d'Œuvre est une mission de base avec "visa" conforme au décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993 et qu'en conséquence, elle devra obligatoirement remettre au Maître d'Œuvre les documents qui précèdent afin que celui-ci vérifie leur conformité avec les dispositions du projet.

Ces documents seront établis pendant la période préparatoire qui suivra l'ordre de service d'ouverture du chantier. Les travaux ne pourront commencer que lorsque le Maître d'Œuvre aura apposé son "visa" sur les documents concernés, établis pendant le délai contractuel rappelé ci-dessus.

Il est expressément précisé que l'examen de conformité au terme duquel sera délivré le "visa" concerne uniquement la détection des anomalies normalement décelables mais qu'il ne comprend ni le contrôle, ni la vérification intégrale des documents établis par les entreprises.

La délivrance du visa ne dégage pas l'entreprise de sa propre responsabilité.

Pour apprécier ces documents, le Maître d'Œuvre se réserve le droit de demander à l'entrepreneur la liste complète des matériaux, matériels appareillages et fournitures diverses qu'il envisage d'utiliser pour l'exécution des travaux avec les caractéristiques techniques détaillées et l'adresse des fabricants et constructeurs retenus par chacun des matériaux et matériels.

En outre les documents d'exécution dûment visés par le Maître d'Œuvre seront transmis à l'entrepreneur du lot gros-œuvre afin que celui-ci les reporte sur les plans de synthèse à soumettre au visa du Maître d'Œuvre.

La reproduction de ces documents (plans d'exécution et plans de synthèse) pour diffusion aux autres corps d'état est à la charge du lot maçonnerie gros-œuvre.

Préalablement à la réception (1 semaine minimum), les entrepreneurs doivent remettre au Maître d'Œuvre, un exemplaire définitif de ces plans, accompagnés des notices techniques d'utilisation, de conduite et d'entretien, et la nomenclature des appareillages mis en œuvre dans les installations avec mention de leur marque, type, référence, pour constituer le dossier d'archives et de maintenance de l'immeuble.

Devront également être joints à ces dossiers, les divers certificats de conformité technique et procès-verbaux d'essais relatifs aux matériaux, matériels et installations : résistance au feu, isolation acoustique, isolation thermique, normes N.F., spécifications U.T.E., C.O.N.S.U.E.L., classements et labels, certificat attestant des qualités d'eau potable, etc...

L'attention des entrepreneurs est attirée sur le fait que la réception est conditionnée à la remise de ces documents et qu'en conséquence la remise du

projet de décompte final, elle-même postérieure à la réception, est conditionnée à la remise de ces documents .

15 - ORGANISATION DU CHANTIER

Objet de la présente note

La présente note a pour objet des définitions qualitatives et quantitatives, des dispositions particulières envisagées pour l'organisation du chantier, en vue d'assurer les meilleures conditions d'exécution des travaux tout en respectant les délais imposés. Ce document ne se substitue pas au P.G.C. ni au P.P.S.P.S., mais les complète.

Chaque entreprise prend parfaite connaissance du présent document. Elle en retire les éléments nécessaires à la rédaction de sa proposition et s'y conformera durant les travaux.

Les dispositions envisagées ci-après, constituent la solution de base permettant de réaliser les travaux dans les délais impartis. Le Maître d'œuvre a pouvoir d'apprécier si ces dispositions sont de nature à favoriser le respect des objectifs, c'est à dire l'intérêt général et les délais.

Les dispositions définitives, que ce soit celles décrites dans le présent document ou celles proposées par l'entreprise et acceptées par le Maître d'œuvre, font partie du marché et deviennent contractuelles par le seul fait de leur signature.

Locaux et ouvrages témoins

L'entreprise titulaire de chaque lot réalisera, dès la date décrite dans le CCTP de son lot, les ouvrages témoins demandés dans le CCTP de son lot.

Chaque entreprise devra prendre en compte la réalisation de ces ouvrages dans le prix de son offre. Aucun supplément de prix ne pourra être exigé après signature du marché.

Plan d'implantation de chantiers

L'entreprise titulaire devra l'établissement du plan définitif des installations de chantier. Ce document sera établi à partir du plan d'installation de chantier joint au dossier d'appel d'offres dans le PGC SPS et au présent document.

Le plan d'installation comportera:

- les accès véhicules
- les accès des personnes – voir PGC SPS – dispositions générales.
- les zones de stationnement pour le personnel de chantiers
- la voirie et les réseaux provisoires d'assainissement et d'eau ainsi que les sens de circulation
- l'implantation des grues et des moyens de levage
- les zones de stockage et accès pour approvisionnement
- l'implantation des bureaux et locaux d'entreprises, des sanitaires, douches, réfectoire, vestiaires
- les réseaux de distribution d'eau (intérieurs et extérieurs)

- les réseaux d'assainissement
- les réseaux d'alimentation électrique
- les bennes de traitements des déchets
- les réseaux d'éclairage extérieurs et intérieurs
- la clôture périphérique de hauteur minimum de 2,20m. L'édification de cette clôture, compris le maintien en état durant toute la durée des travaux et son entretien sont à la charge de l'entreprise titulaire. Elle sera constituée de panneaux grillagés rigides fixés sur plots béton.

Conformément au plan d'installation de chantier l'entreprise titulaire aura à sa charge la réalisation des voies intérieures. Elle devra non seulement la réalisation des voies intérieures, mais aussi leur maintien en parfait état pendant toute la durée des travaux. Le maintien et l'entretien en parfait état de toutes les zones d'intervention des engins (pieds de façades, etc) compris toutes les sujétions pour leur sécurisation.

Au droit des voies futures l'entreprise titulaire aura à sa charge, en fin de travaux, pour la réalisation de la voie définitive, l'enlèvement de la structure de chaussée détériorée et la création de la structure définitive.

Pour les voies de chantier créées au droit des espaces verts l'entreprise devra en fin de chantier l'enlèvement complet des structures réalisés avant la mise en œuvre de la terre végétale.

La réalisation de la structure routière nécessaire aux voies du chantier devra comprendre une couche de structure de 30cm de calcaire minimum.

Constat d'huissier

L'entreprise devra, avant de commencer les travaux, faire établir par un huissier assermenté un constat d'état des lieux des bâtiments existants et des abords de la zone chantier. Cet état des lieux sera complété par des photos ou tout élément rendant compte de l'état des services mitoyens et des abords existants.

Ces frais sont à la charge de l'entreprise titulaire.

Cet état des lieux devra être fait en présence du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre.

Alimentation en eau du chantier

La réalisation du réseau d'alimentation en eau du chantier (installation, bureaux, cantonnements) défini par le plan de principe de l'installation de chantier est à la charge de l'entreprise titulaire.

Ce réseau d'alimentation comprend notamment l'installation d'un compteur de chantier.

Voir prescription écrite du PGC SPS

Modalités de réalisation de cette alimentation:

- réseaux

Le plan des réseaux est dressé par cette entreprise en accord avec le Maître d'œuvre.

Ce réseau est constitué par une canalisation maîtresse qui part du compteur et des antennes permettant d'alimenter les points de puisage suivants:

- sanitaires
- réfectoires
- par bâtiment, un point de puisage à définir sur chaque façade principale

Les antennes pour distributions intérieures s'arrêtent à 1 mètre de la façade des bâtiments. Elles comporteront une vanne d'arrêt.

Les distributions intérieures aux bâtiments comprendront l'installation de 2 points de distribution par niveau, conformément au paragraphe «réglementation et normes» du présent document.

Ces canalisations seront protégées et suffisamment enterrées pour éviter tout risque de gel et de rupture, notamment en raison du passage des engins.

Les robinets de puisage comporteront un nez fileté.

- réseaux de distribution intérieure

Les réseaux de distribution intérieure des bâtiments seront réalisés par l'entreprise titulaire, au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Les réseaux seront au nombre de 2 pour chaque bâtiments

Ils alimenteront à chaque niveau 2 points de puisage

- imputations des dépenses

A charge du compte inter-entreprise assure la gestion, sont compris:

- réseaux extérieurs: la réalisation, l'entretien et l'enlèvement, y compris remise en état du terrain des réseaux hors de l'emprise, des réseaux définitifs d'intérêt commun,
- réseau intérieur: la réalisation, l'entretien et l'enlèvement, y compris remise en état des réseaux d'intérêt commun,
- suppression de l'eau: sans objet

- consommations: les dépenses de consommation d'eau font partie du marché

Distribution d'énergie électrique

La réalisation et l'entretien du réseau d'énergie électrique du chantier sont à la charge de l'entreprise titulaire, pour tout ce qui est extérieur du bâtiment et pour tout ce qui est intérieur au bâtiment.

Voir prescription écrite du PGC SPS

- composition

Ces installations, dont le plan est dressé par l'entreprise, en accord avec le Maître d'œuvre., sont issues du compteur EDF de chantier à installer par l'entreprise à ses frais. Elles comprennent:

- le matériel de comptage et de protections
- un réseau basse tension alimentant les installations extérieures
- un réseau basse tension de distribution intérieure pour :
 - l'éclairage
 - les besoins des différentes entreprises sous-traitantes

- réglementation et normes

Tous les travaux concernant ces installations sont exécutés conformément aux normes et prescriptions réglementaires en vigueur, et notamment à la norme C1500 dans leur dernière parution.

Les installations sont conformes aux prescriptions du décret du 14 novembre 1962 concernant la protection.

- réseau de distributions

Le réseau de distribution est conçu de façon à ce qu'un défaut sur une antenne quelconque n'entraîne que le minimum de gêne dans l'exploitation du reste du réseau.

- tableaux de distribution d'étages

il est prévu 1 tableau par niveau et par bâtiment.

Ces tableaux des présentent sous la forme de coffrets étanches et comporte chacun:

- une prise monophasée de 16A pour l'éclairage,
- 5*2 prises monophasées de 16A pour les besoins des entreprises

Chacune de ces prises ou groupes de 2 prises est protégé par un disjoncteur différentiel.

- éclairage du local

L'éclairage de toutes les circulations sera assuré en 24 Volts et réalisé de telle sorte qu'il soit possible d'accéder à tous les locaux.

L'entreprise titulaire a à sa charge la mise en place des câbles et appareils d'éclairage au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

- imputation

L'entreprise titulaire à sa charge:

- le raccordement, le comptage, les réseaux extérieurs, l'éclairage extérieur,
- l'équipement intérieur du bâtiments
- les consommations

Aires de stockage + zone base de vie

Elles sont implantées conformément au plan d'installation de chantier.

L'entreprise titulaire assumera à ses frais la clôture, l'entretien, la remise en état du sol, conformément au plan d'installation de chantier, outre la réalisation des voies de chantier décrites à l'article 2 ci-avant.

Encombrement des matériels et équipements

Sans objet

Baraques d'entreprises

L'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'elles ont, pour l'emplacement de leurs propres baraques, à respecter rigoureusement les directives du Maître d'œuvre. et le plan d'installation de chantier validé de préparation du chantier.

L'emplacement des baraques d'entreprise est dessiné sur le plan d'installation de chantier et précisé par le Maître d'œuvre. au cours du chantier.

Salle de réunion Maître d'œuvre.

Sans objet

L'entreprise a souscrit une Police d'assurances couvrant les risques de vol et de dégradation de ce matériel dont elle prévoit la récupération en fin de chantier.

Vestiaires - réfectoires

Voir prescription écrite du PGC SPS – à la charge du Maître d'ouvrage.

Groupe sanitaire

L'entreprise titulaire devra l'installation d'1 bungalow sanitaires dont un à l'usage de l'ensemble des entreprises du marché.

Cette installation comprendra:

- cuvettes de WC) nombre en fonction du nombre d'ouvriers
 - lavabos) un à l'usage de la Maîtrise d'œuvre., Maîtrise d'ouvrage
- comprenant 1WC Hommes et 1 WC femmes, ainsi qu'1 lavabo

L'ensemble sera à la charge de l'entreprise titulaire.

- travaux de l'entreprise

La construction, l'aménagement et les raccordements en eau, électricité, eaux usées, eaux vannes de ces bungalow font partie des travaux de l'entreprise titulaire .

Leur implantation est soumise à l'accord du Maître d'œuvre.

- imputation**→ réalisation**

les frais de construction et d'aménagement de ces deux groupes sanitaires sont inclus dans les propositions de l'entreprise titulaire.

→ entretien

Dépenses de chauffage, de consommation d'eau et d'électricité, le nettoyage journalier, les frais d'approvisionnement de papiers WC et les serviettes papier et essuie-mains sont inclus dans la proposition de l'entreprise titulaire du lot Gros œuvre.

Le nettoyage et l'approvisionnement (papier WC, etc.) sont à la charge de toutes les entreprises.

Clôtures de chantiers

L'entreprise titulaire assumera à ses frais les aménagements et compléments nécessaires pour obtenir un chantier entièrement et constamment clos, ainsi que le maintien en parfait état des dispositifs nécessaires. (voir description clôture extérieure précisée dans l'article spécifique de ce document ET prescription PGC SPS).

- Panneau de chantier

Le panneau de chantier est réalisé et posé par MESOLIA HABITAT.

De dimension 0,80*1,20m, son implantation est soumise à l'accord du Maître de l'ouvrage.

Le panneau doit indiquer les noms et adresses (en couleur):

- du Maître d'ouvrage,
- de l'assistant Maître de l'ouvrage,
- des Maîtres d'œuvre. (Architectes et bureaux d'études),
- de l'organisme de contrôle et de sécurité,
- de toutes les entreprises, y compris les entreprises de sous traitance des entreprises titulaires d'un des lots du marché, en précisant le lot et la spécificité

au fur et à mesure du déroulement du chantier,

- et comporter le logo du Maître d'ouvrage et de ses partenaires financiers.

L'entreprise titulaire devra, au fur et mesure des agréments de sous traitance, compléter le panneau de chantier par la désignation de ces nouvelles entreprises.

Étanchéité provisoire

Si l'occupation provisoire des ouvertures est rendues nécessaire par les conditions climatiques pour permettre l'exécution des travaux intérieurs, elle sera réalisée par l'entreprise titulaire sur son initiative ou sur demande du Maître d'œuvre.

Matérialisation du niveau NGF

Le niveau NGF sera matérialisé sur une borne scellée par un géomètre, à la charge de l'entreprise titulaire et maintenue en état pendant toute la durée du chantier. Cette entreprise en assurera l'entretien pendant toute la durée des travaux jusqu'à la fin du chantier, de façon à pouvoir s'y reporter pour toutes vérifications autant qu'il sera nécessaire.

Le niveau intérieur à +1,00m du sol fini de tous les niveaux sera tracé sur toutes les parois verticales intérieures en maçonneries ou béton et entretenu par l'entreprise titulaire jusqu'à la fin des travaux. La réception du tracé des niveaux fera l'objet d'un procès verbal établi par le Maître d'œuvre.

Les erreurs résultant de l'absence de ce repère et des traits de niveaux, commises par d'autres entreprises, seront à la charge de l'entreprise titulaire. Chaque entreprise devra néanmoins vérifier et réceptionner les indications fournies et informer la Maîtrise d'œuvre. en cas de problème.

Trous et scellements

Les entreprises des corps d'état secondaires indiqueront à l'entreprise titulaire tous les passages de canalisations, fourreaux, trémies, réservations, passages de gaines... à prévoir dans les murs, poutres, poteaux et planchers qui leurs seront nécessaires, ainsi que les emplacements des percements et scellements, et ce, suffisamment à l'avance pour ne pas gêner l'avancement des travaux des structures.

Ces indications feront l'objet d'un plan particulièrement explicite reporté sur un plan de synthèse général établi par l'entreprise titulaire.

Les trémies et réservations dans les structures porteuses seront réalisées par l'entreprise titulaire. En cas de mauvaise implantation, consécutive à une erreur des corps d'état secondaires ou à la non-remise dans les délais des plans de réservations, la rectification sera faite aux frais de l'entreprise défaillante.

Les entreprises de corps d'état secondaires devront les trous et scellements dans les cloisons et ouvrages non porteurs, ainsi que tous les calfeutrement dans ces mêmes ouvrages.

Les calfeutrement dans les murs porteurs de plus de 12cm d'épaisseur et planchers seront exécutés avec des dispositifs ou matériaux assurant les mêmes performances que la paroi ou le plancher traversé.

Protection des ouvrages

L'entreprise devra à sa charge assurer la protection des ouvrages et restera personnellement responsable de tous les dégâts qui seraient occasionnés pour quelque cause que ce soit (vols ou dégradations) jusqu'à la réception des travaux et la remise des clés au Maître d'ouvrage.

Un gardiennage pourra être assuré et rémunéré par l'entreprise titulaire si elle le juge nécessaire. La décision de la mise en place d'un gardiennage appartient à l'entreprise et ne peut lui être imposée.

Protection incendie

Les moyens de lutte contre le feu sont fournis par l'entreprise. Celle-ci installe des extincteurs :

- dans tous les étages courants,
- dans les locaux affectés au personnel : vestiaires, réfectoire,

Les extincteurs sont maintenus en parfait état de fonctionnement.

Les dépenses de location et d'entretien des extincteurs font partie de la proposition de prix de l'entreprise.

Nettoyages

Le nettoyage régulier du chantier relève de la responsabilité de chaque entreprise. Celui-ci devra être réalisé régulièrement et si nécessaire sur indication de la Maîtrise d'œuvre.

Équipe de nettoyages

En plus du personnel assurant l'évacuation de ses propres gravois, l'entreprise met en place une équipe de nettoyage chargée d'effectuer les nettoyages quotidiens.

Cette équipe est constituée de manœuvres dirigés par un chef d'équipe. Elle a à sa disposition les moyens nécessaires à l'exécution de ces travaux (pelles, balais, brouettes, poubelles, etc..).

L'ensemble des dépenses de l'équipe de nettoyage est imputé à l'entreprise titulaire de son lot.

Nettoyage de finitions

Au moment des finitions, le Maître d'œuvre se réserve le droit de faire appel à une entreprise spécialisée afin d'amener les locaux et ouvrages en parfait état de propreté pour la réception, en cas de défaillance de l'entreprise devant assurer la finition.

Ce nettoyage n'exclut en aucune façon les différents nettoyages dus par chaque entreprise dans le cadre de ses prestations (ex: carrelages, sols souples, sanitaires, peintures, vitreries, etc..)

De plus, il est précisé que chaque entreprise est responsable des dégradations, y compris les nettoyages en découlant, quelle qu'en soit la cause, aux ouvrages des autres corps d'état.

Imputation: les frais éventuels de nettoyage de finition sont inclus dans les prestations du marché de chaque entreprise.

Chauffage et pré chauffage de chantier

Sans objet

Dossier de récolement

Chaque entreprise assumera les frais d'établissement pour la production des plans et notices de récolement.

Le Dossier des ouvrages exécutés sera remis en 2 exemplaires « papier » et sur support informatique.

Pour le dossier sur support informatique sur 1 exemplaire clé USB:

- les pièces écrites seront en format d'impression type « PDF » ou compatibles avec les logiciels Microsoft Word et Excel sous Windows,
- les pièces graphiques seront en format d'impression type « PDF » et de format « DXF » ou « DWG », compatibles avec les logiciels de type AUTOCAD LT version 2010.

Photographies de chantiers

Afin de conserver l'évolution visuelle des travaux, il sera établi par le titulaire de chaque lot, chaque mois, un relevé photographique du bâtiment (10 photographies par mois).

CONNAISSANCE ET APPROBATION DES CONDITIONS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRE PAR CHAQUE ENTREPRISE

Le présent cahier est annexé au dossier d'appel d'offre et chaque entreprise sera considérée comme ayant pris connaissance de l'ensemble des spécifications de tous les lots avant de signer son marché.

Elle devra signaler lors de la remise de son offre toute modification qu'elle souhaite voir apporter à la description des travaux demandés, afin de faire éventuellement valider cette demande par le maître d'ouvrage avant signature de marché.

Par sa signature, chaque entreprise admet avoir eu connaissance de l'ensemble des pièces du dossier d'appel d'offre et s'engage à respecter les dispositions décrites ci-avant dans les lots qui la concernent, ainsi que ceux des autres lots.

Elle ne pourra ensuite se prévaloir d'ignorer un quelconque problème induit par la réalisation des travaux tels que demandés dans ce dossier.

à , le

*Mention Manuscrite pour chacun des parties
"Lu et approuvé" et signature,*

*Mention Manuscrite pour chacun des parties
"Lu et approuvé" et signature,*

le Maître d'Ouvrage,

Les entrepreneurs

Lot 01 – VRD – GROS ŒUVRE

Lot 02 – AMÉNAGEMENTS INTÉRIEURS

à , le